

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8^e)Téléphone : ÉLYSEE 43-45 et 43-46
Après 21 heures : GUT. 76-83.

Directeur

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An 6 Mois 3 Mois 1 Mois
18 frs 9 frs 4 frs 50 1 frs 50

La réponse des Alliés à M. Wilson ELLE EXPOSE NOS BUTS DE PAIX

Les gouvernements alliés ont reçu la note qui leur a été remise, le 19 décembre 1916, au nom du gouvernement des Etats-Unis. Ils l'ont étudiée avec le soin que leur commandaient à la fois l'exact sentiment qu'ils ont de la gravité de l'heure et la sincère amitié qui les attachent au peuple américain.

D'une manière générale, ils tiennent à déclarer qu'ils rendent hommage à l'élevation des sentiments dont s'inspire la note américaine, et qu'ils s'associent de tous leurs vœux au projet de création d'une ligue des nations pour assurer la paix et la justice à travers le monde. Ils reconnaissent tous les avantages que représentera, pour la cause de l'humanité et de la civilisation, l'institution de règlements internationaux destinés à éviter les conflits violents entre les nations, règlements qui devraient comporter les sanctions nécessaires pour en assurer l'exécution et empêcher ainsi qu'une sécurité apparente ne serve qu'à faciliter de nouvelles agressions.

Mais une discussion sur les arrangements futurs destinés à assurer une paix durable suppose d'abord un règlement satisfaisant du conflit actuel. Les Alliés éprouvent un désir aussi profond que le gouvernement des Etats-Unis de voir se terminer le plus tôt possible la guerre dont les Empires centraux sont responsables, et qui inflige à l'humanité de si cruelles souffrances. Mais ils estiment qu'il est impossible, dès aujourd'hui, de réaliser une paix qui leur assure les réparations, les restitutions et les garanties auxquelles leur donne droit l'agression dont la responsabilité incombe aux puissances centrales et dont le principe même tendait à ruiner la sécurité de l'Europe, une paix qui permette, d'autre part, d'établir sur une base solide l'avenir des nations européennes. Les nations alliées ont conscience qu'elles ne combattent pas pour des intérêts égoïstes, mais avant tout pour la sauvegarde de l'indépendance des peuples, du droit et de l'humanité.

Les Alliés se rendent pleinement compte des pertes et des souffrances que la guerre fait supporter aux neutres comme aux belligérants et ils les déplorent ; mais ils ne s'en tiennent pas pour responsables, n'ayant en aucune façon ni voulu, ni provoqué cette guerre, et ils s'efforcent de réduire ces dommages dans toute la mesure compatible avec les exigences inexorables de leur défense contre les violences et les pièges de l'ennemi.

C'est avec satisfaction, dès lors, qu'ils prennent acte de la déclaration faite que la communication américaine n'est associée d'aucune manière, dans son origine, avec celle des Puissances centrales, transmise le 18 décembre, par le gouvernement de l'Union. Ils ne doutaient pas, au surplus, de la résolution de ce gouvernement d'éviter jusqu'à l'apparition d'un appui, même moral, accordé aux auteurs responsables de la guerre.

DISTINCTION PRÉALABLE

Les gouvernements alliés croient devoir s'élever de la manière la plus amicale, mais la plus nette, contre l'assimilation établie, dans la note américaine, entre les deux groupes des belligérants ; cette assimilation, basée sur des déclarations publiques des Puissances centrales, est en opposition directe avec l'évidence, tant en ce qui touche les responsabilités du passé qu'en ce qui concerne les garanties de l'avenir ; le président Wilson, en la mentionnant, n'a certainement pas entendu s'y associer.

S'il y a un fait historique établi à l'heure actuelle, c'est la volonté d'agression de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pour assurer leur hégémonie sur l'Europe et leur domination économique sur le monde. L'Allemagne a prouvé, par la déclaration de guerre, par la violation immédiate de la Belgique et du Luxembourg et par la façon dont elle a conduit la lutte, son mépris systématique de tout principe d'humanité et de tout respect pour les petits Etats ; à mesurer que le conflit a évolué, l'attitude des Puissances centrales et de leurs alliés a été un continual défi à l'humanité et à la civilisation. Faute il rappeler les horreurs qui ont accompagné l'invasion de la Belgique et de la Serbie, le régime atroce imposé aux pays envahis, le massacre de centaines de milliers d'Arméniens inoffensifs, les barbaries exercées contre les populations de Syrie, les raids des zeppelins sur les villes ouvertes, la destruction par les sous-marins de pa-

quebots et de navires marchands, même sous pavillon neutre, le cruel traitement infligé aux prisonniers de guerre, les meurtres juridiques de miss Cavell et du capitaine Fryatt, la déportation et la réduction en esclavage des populations civiles, etc... ? L'exécution d'une pareille série de crimes perpétrés sans aucun souci de la réprobation universelle l'explique amplement au président Wilson la protestation des Alliés.

Ils estiment que la note qu'ils ont remise aux Etats-Unis en réplique à la note allemande répond à la question posée par le gouvernement américain et constitue, suivant les propres expressions de ce dernier, « une déclaration publique quant aux conditions auxquelles la guerre pourrait être terminée ».

LES "BUTS DE PAIX"

Le président Wilson souhaite davantage : il désire que les Puissances belligérantes affirment en pleine lumière les buts qu'elles se proposent en poursuivant la guerre ; les Alliés n'éprouvent aucune difficulté à répondre à cette demande. Leurs buts de guerre sont bien connus : ils ont été formulés à plusieurs reprises par les chefs de leurs divers gouvernements. Ces buts de guerre ne seront exposés dans le détail, avec toutes les compensations et indemnités équitables pour les dommages subis, qu'à l'heure des négociations.

Mais le monde civilisé sait qu'ils impliquent, de toute nécessité et en première ligne, la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro et les dédommagements qui leur sont dus ; l'évacuation des territoires envahis en France, en Russie, en Roumanie, avec de justes réparations ; la réorganisation de l'Europe, garantie par un régime stable et fondé aussi bien sur le respect des nationalités et sur le droit à la pleine sécurité et à la liberté de développement économique, que possèdent tous les peuples, petits et grands, que sur des conventions territoriales et des règlements internationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées, la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés par la force ou contre le vœu des populations ; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchèco-Slovèques de la domination étrangère ; l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs ; le rejet hors d'Europe de l'Empire ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale. Les intentions de Sa Majesté l'empereur de Russie à l'égard de la Pologne ont été clairement indiquées par la proclamation qu'il vient d'adresser à ses armées.

Il va sans dire que, si les Alliés veulent soustraire l'Europe aux convoitises brutales du militarisme prussien, il n'a jamais été dans leur dessein de poursuivre, comme on l'a prétendu, l'extermination des peuples allemands et leur disparition politique. Ce qu'ils veulent avant tout, c'est assurer la paix sur les principes de liberté et de justice, sur la fidélité inviolable aux obligations internationales, dont n'a cessé de s'inspirer le gouvernement des Etats-Unis.

Unis dans la poursuite de ce but supérieur, les Alliés sont déterminés, cun et solidaires, à agir de tout leur houyoir et à consentir tous les sacrifices pour mener à une fin victorieuse un conflit dont ils sont convaincus que dépendent, non seulement leur propre salut et leur prospérité, mais l'avenir de la civilisation même.

TEXTE DE LA NOTE du gouvernement belge

Le Gouvernement du Roi, qui s'est associé à la réponse remise par le président du Conseil français à l'ambassadeur des Etats-Unis, tient à rendre tout particulièrement hommage aux sentiments d'humanité qui ont dicté à M. le Président des Etats-Unis l'envoi de sa note aux puissances belligérantes, et il apprécie hautement l'amitié dont il se fait le bienveillant interprète à l'égard de la Belgique.

Autant que M. Woodrow Wilson, il voudrait voir la guerre actuelle prendre fin le plus tôt possible.

Mais M. le Président semble croire que les hommes d'Etat des deux camps opposés poursuivent les mêmes buts de guerre. L'exemple de la Belgique démontre malheureusement qu'il n'en est rien. La Belgique n'a jamais eu, comme les puissances centrales, des visées de conquête. La façon barbare dont le Gouvernement allemand a traité et traite encore la nation belge ne permet pas de supposer que l'Allemagne se préoccupera de garantir dans l'avenir les droits des peuples faibles qu'elle n'a cessé de foulé aux pieds depuis que la guerre, déchaînée par elle, a commencé de déouser l'Europe.

D'un autre côté, le Gouvernement du Roi enregistre avec plaisir et avec confiance l'assurance que les Etats-Unis sont impatients de coopérer aux mesures qui seront prises, après la paix, pour protéger et garantir les petites nations contre la violence et l'oppression.

CE QUE LES ALLEMANDS ONT FAIT

Avant l'ultimatum allemand, la Belgique n'aspirait qu'à vivre en bons termes avec tous ses voisins ; elle pratiquait avec une scrupuleuse loyauté envers chacun d'eux les devoirs que lui imposait sa neutralité. Comment a-t-elle été récompensée par l'Allemagne de la confiance qu'elle lui témoignait ? Du jour au lendemain, sans motif plausible, sa neutralité a été violée, son territoire envahi et le chancelier d'Empire, en annonçant au Reichstag cette violation du droit et des traités, a dû reconnaître l'iniquité d'un pareil acte et promettre qu'il serait réparé. Mais les Allemands, après l'occupation du territoire belge, n'ont pas observé davantage les règles du droit des gens, ni les prescriptions des conventions de La Haye. Ils ont, par des impositions aussi lourdes qu'arbitraires, tari les ressources du pays ; ils ont ruiné volontairement ses industries, détruit des villes entières, mis à mort et emprisonné un nombre considérable d'habitants. Maintenant encore, tandis qu'ils font sonner bien haut leur désir de mettre fin aux horreurs de la guerre, ils s'ingénient à accroître les horreurs de l'occupation, en emmenant en servitude des travailleurs belges par milliers.

LES RÉPARATIONS NÉCESSAIRES
S'il est un pays qui a le droit de dire qu'il a pris les armes pour défendre son existence, c'est assurément la Belgique. Forcée de combattre ou de se soumettre à la honte, elle désire passionnément qu'un terme soit apporté aux souffrances inouïes de sa population. Mais elle ne saurait accepter qu'une paix qui lui rende son indépendance complète, politique et économique, qui lui assure l'intégrité de son territoire et de sa colonie africaine, qui lui procure, en même temps que des réparations équitables, de sûres garanties pour l'avenir.

LA SYMPATHIE AMÉRICAINE

Le peuple américain, depuis le commencement de la guerre, a témoigné au peuple belge opprimé sa sympathie la plus ardente. C'est un comité américain, la « Commission for Relief in Belgium », qui, en union étroite avec le Gouvernement du Roi et le Comité National, déploie un dévouement infatigable et une merveilleuse activité pour ravitailler la Belgique, que les Allemands laisseraient mourir de faim. Le Gouvernement du Roi est heureux de saisir l'occasion d'exprimer sa profonde reconnaissance à la « Commission for Relief » ainsi qu'aux généraux Américains empêtrés à souffrir les misères de la population belge. Enfin, nulle part plus qu'aux Etats-Unis, les rasfes et les déportations de civils belges n'ont provoqué un mouvement spontané de protestation et de réprobation indignée.

Ces faits, tout à l'honneur de la nation américaine, font concevoir au Gouvernement du Roi le légitime espoir qu'un règlement définitif de cette longue guerre, la voix des Etats-Unis s'élèvera avec force pour revendiquer en faveur de la nation belge, victime innocente des ambitions et des convoitises allemandes, le rang et la place que son sort ait donné à l'honneur et sa vaillance de ses soldats, sa fidélité à l'humanité et ses remarquables facultés de travail lui assignent parmi les nations civilisées.

**L'Allemagne nous demande nos "buts de guerre".
Nous exposons à l'Amérique nos "buts de paix".**

Leur tentative Notre volonté

LA SITUATION EN GRÈCE Le roi Constantin s'incline ENCORE UNE FOIS

Une dépêche d'Athènes reçue hier matin à Paris annonce que le gouvernement grec a remis sa réponse à l'ultimatum de la Quadruple-Entente, qui exigeait l'acceptation intégrale, dans un délai de quarante-huit heures, des demandes de sanctions et garanties formulées dans la note des puissances en date du 31 décembre.

Ainsi que nous l'avions fait prévoir, le gouvernement grec a accepté les conditions qui lui étaient fixées par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie, avant l'expiration du délai de quarante-huit heures, qui prenait fin mercredi 10 janvier, à onze heures du soir.

Le gouvernement du roi Constantin accepte l'ultimatum de l'Entente. C'était prévu : la soumission apparente a toujours été dans la manière de ce souverain, en qui nous persistons à ne voir qu'un lieutenant, très résolu, de Guillaume II. L'engagement pris, en lui-même, ne signifie rien, car il vient à la suite d'une longue série de promesses violées. Le texte même de l'acceptation ne nous est pas connu ; nous serions surpris qu'il fût clair et intelligible à première lecture ; tous les documents qui portent la marque allemande sont parés pour le mensonge. N'avons donc confiance qu'en nous-mêmes. L'Œuvre le disait à cette même place, il y a peu de jours et ne peut que le répéter aujourd'hui, les termes des ultimatums que Constantin discute ou accepte sont de peu d'importance ; toute leur valeur est dans celle des mesures d'exécution.

On nous annonce que Constantin céde. Mais sur quoi cède-t-il ? En quels termes ? Avec quelles garanties ?

On ne nous a donné qu'avec vingt-quatre heures de retard la réponse au président Wilson. Le gouvernement s'est expliqué de ce retard par des motifs de courtoisie internationale, que nous ne pouvions qu'admettre.

Nous ne devons à Constantin ni des mêmes ménagements, ni la même courtoisie. Au bout de quatorze mois d'attente, nous avons quelque droit de nous méfier de l'énergie de nos gouvernements, et de savoir en quels termes elle s'est exprimée.

UNE FAUSSE ALERTE

C'est en vain que Paris a attendu pendant une heure la visite des zeppelins.

Les zeppelins ont-ils voulu faire, hier, une visite aux Parisiens. On s'est demandé s'il s'agissait pour eux d'une visite de politesse à l'occasion de la nouvelle année, ou bien d'une visite de condoléances à propos de la réponse des Alliés à la proposition pacifiste du président Wilson !

Sur le dernier coup du troisième quart de la dix-huitième heure, avis parvenu à la préfecture de police de donner l'alerte aux vingt arrondissements de Paris et aux communes de la banlieue. Un ou des aéronefs ennemis avaient été signalés — à tort ou à raison.

Les pompiers se répandirent immédiatement dans les voies les plus fréquentées. La presque totalité des personnes qui se trouvaient dehors ne prêtèrent à cette sortie des sapeurs et de leurs voitures aucune attention particulière, et il fallut la manœuvre connue des agents-éteignoirs, et surtout l'extinction totale des candélabres, pour les persuader qu'on leur recommandait de rentrer chez eux. Quant aux braves gens qui avaient déjà regagné leur demeure, ils ne se soucièrent de rien. Comment auraient-ils pu se douter qu'on les prévenait d'un danger ? Habitués qu'ils sont aux sonneries des pompiers, ils n'ont point fait de distinction entre les pseudo-sirènes spéciales qu'on n'avait d'ailleurs jamais éprouvées leur besoin d'expérimenter et les appels de trompe des voitures postales. Peut-être estimait-on, en haut lieu, que les zeppelins nous avaient complètement ouliés.

Les pompiers se répandirent immédiatement dans les voies les plus fréquentées. La presque totalité des personnes qui se trouvaient dehors ne prêtèrent à cette sortie des sapeurs et de leurs voitures aucune attention particulière, et il fallut la manœuvre connue des agents-éteignoirs, et surtout l'extinction totale des candélabres, pour les persuader qu'on leur recommandait de rentrer chez eux. Quant aux braves gens qui avaient déjà regagné leur demeure, ils ne se soucièrent de rien. Comment auraient-ils pu se douter qu'on les prévenait d'un danger ? Habitués qu'ils sont aux sonneries des pompiers, ils n'ont point fait de distinction entre les pseudo-sirènes spéciales qu'on n'avait d'ailleurs jamais éprouvées leur besoin d'expérimenter et les appels de trompe des voitures postales. Peut-être estimait-on, en haut lieu, que les zeppelins nous avaient complètement ouliés.

Cette alerte nous a fait économiser une heure d'éclairage. Elle nous a malheureusement fait perdre deux aviateurs. Les escadrilles du camp retranché de Paris s'étaient élevées dans les airs, malgré le froid, la neige et le brouillard, pour aller à la recherche du fantôme qui ne s'est pas montré dans leur zone de surveillance. Leur mission terminée, les avions sont rentrés à leur port d'attache, mais deux pilotes, trompés par l'obscurité, se sont écrasés en atterrissant au Bourget. D'autre part, les projectiles d'un poste de canons antiaériens de Héry, dirigés contre un zeppelin imaginé, près de Melun, n'ont causé aucun accident.

Sur la fin de la soirée un communiqué a, dans les termes suivants, été officiellement l'alerte :

« D'après des renseignements venus du front, des zeppelins et avions ennemis se dirigeaient vers le sud. »

« Les mesures de précaution prévues ont été prises dans Paris. »

« Et l'alerte a été donnée dans les conditions que l'on sait. »

Succès russes en Courlande

On signale un réveil d'activité sur les bords de la Duna, où un calme complet régnait depuis la fin du dernier hiver. Au moment du dégel, le terrain se convertit en une boue extrêmement liquide, la « rasperoue », qui rend les opérations impossibles. Celles-ci viennent donc de reprendre grâce au gel de janvier.

Les Allemands prétendent en avoir eu l'initiative.

Ils ont, en effet, essayé de franchir la Duna, le 3 janvier, au nord-ouest de Dwinsk. Après une forte préparation d'artillerie, ils ont pu traverser un bras du fleuve et atteindre une petite île ; mais ils ont été incapables d'en déboucher sur l'autre rive.

Telle est l'unique manifestation de leur offensive.



Au contraire, les Russes n'ont attaqué, il est vrai, que le 5 ; mais ils ont enlevé les tranchées ennemis sur une profondeur de deux à trois kilomètres, et sur une largeur de seize, près du village de Kalnzen, sur l'Aa, à vingt kilomètres au sud-ouest de Riga.

Depuis, les combats se développent et les Russes étendent et consolident leurs positions entre la côte et la route de Riga à Mitau, au sud du lac Babit et des marais de Tiroul, qui sont maintenant complètement gelés. Ils ont pris, jusqu'à présent, 32 canons, dont 21 lourds.

Il est juste de dire que les Allemands ne cèdent le terrain qu'après une résistance acharnée et contre-attaquent sans cesse avec vigueur. On annonce qu'ils amènent des renforts.

J'en conclus que leur offensive en Roumanie ne les a pas contraints à dégarnir leur front autant qu'on s'est plu à le répéter.

Quant au but que se sont proposé nos alliés en prenant l'offensive en Courlande, il est encore difficile de le préciser. S'agit-il d'une reconnaissance, d'une diversion ? Est-ce le prélude d'une grande offensive ?

Nous serons fixés sous peu.

Général Verraux

Les grèves des munitions

Une conférence "secrète"

La censure, toujours ridicule et sotte, a échappé, hier, un passage de l'article sur les grèves des usines de guerre dans lequel nous annoncions que le gouvernement, inquiet de la fréquence et de l'importance de ces mouvements, avait engagé des pourparlers avec les dirigeants des syndicats ouvriers ; il s'agissait d'établir une sorte de statut permettant d'apaiser les conflits en cours et d'en empêcher le retour.

Cette information n'avait rien de tendancieux puisque, à l'appui de cette information, nous indiquions quelles personnalités syndicalistes prenaient part à cette conférence présidée par M. Albert Thomas. Le gouvernement se fut-il donc prêté à quelque chose de répréhensible ou de honteux ? C'était si peu le cas que les journaux du soir étaient autorisés à publier, hier, la note suivante de l'agence Radio :

Nous croyons savoir que le gouvernement est décidé à une procédure d'arbitrage pour régler les conflits en cours et empêcher des conflits nouveaux dans les fabrications de guerre. Des taux de salaires seraient établis et deviendraient la règle obligatoire pour les patrons et ouvriers. Si nous sommes bien informés, des pourparlers ont été engagés depuis quarante-huit heures pour fixer ces taux de salaires pour la région parisienne, la même procédure sera suivie sans retard dans les autres régions.

Nous n'avions pas dit autre chose et nous nous demandons comment les subordonnés de M. Marujois entendent justifier l'autorisation le soir de ce qu'ils interdisent le matin ?

Pour en revenir aux grèves, celle de la maison Vorelli doit se terminer ce matin aux conditions offertes par la direction. Le personnel des ateliers Malicet a tenu une réunion au cours de laquelle il a appris de la bouche de ses délégués qu'aucun accord n'était intervenu. Aux usines Pamhard et Levassor, on attend de connaître les conditions de travail élaborées par MM. Mérheim, Loyau, Jouhaux et quelques autres militants pour reprendre le travail.

Au Parlement

La réquisition des alcools

La commission des boissons, réunie sous la présidence de M. Simyan, a décidé hier de demander au gouvernement des explications sur la réquisition des alcools qu'il vient d'ordonner.



L'école des neutres

Une délégation suisse est venue visiter Paris dans le but, affirment les journaux parisiens, « de constater notre admirable résistance ».

« Comme bien vous pensez, un comité officiel s'est immédiatement formé et a tenu à donner à nos hôtes tous les éléments possibles d'appréciation. »

« D'abord un banquet. C'est dans les banquets que l'on constate le mieux l'admirable force de résistance des personnalités officielles. »

« Le banquet offert aux Suisses a été très réussi ; surtout les discours. Il y a un mérite que personne dans toute l'Europe, même centrale, n'oseraient nous contester : nous parlons bien. »

« Ensuite, on a offert aux Suisses une conférence en Sorbonne. Il ne faut pas demander sur quel sujet. On leur a offert une conférence sur la Suisse. »

« Faire venir en Sorbonne des citoyens de Genève et de Lausanne pour leur révéler leur pays natal, c'est bien français ; et même, c'est bien parisien. »

Il y a quelques mois, un de nos académiciens, exporté en Espagne dans un but de propagande, c'est-à-dire pour faire connaître et aimer la France, fit à Madrid une conférence sur Miguel Cervantès... et en langue espagnole. Il rapporta d'Espagne cette impression que les Espagnols sont aussi gais que les Portugais, car un fourrière secoua son auditoire, du commencement à la fin de sa conférence.

C'est pourquoi il faut bien faire aussi quelque chose pour amuser les Suisses.

Réjouissous-nous en songeant que pendant ce temps-là ils n'ont visité ni une de nos lignes de Métro aux heures d'affluence, ni une de nos grandes épiceries aux heures du sucre, ni une de nos fabriques d'obus aux heures de grève, ni notre grand fleuve parisien aux heures de crue.

— G. de la FOUCARDIÈRE.

On réclame

Nous disions hier qu'à la suite des protestations de l'Œuvre, on avait cessé les expériences de gaz asphyxiants faites *in anima vili*, au bastion 64.

Des auxiliaires logés à cette fâcheuse enseigne nous font savoir que ces expériences, interrompues pendant un certain temps, viennent d'être reprises. Les malheureux auxiliaires, même atteints dans leurs voies respiratoires, doivent assumer, à leur tour, les corvées de gaz asphyxiants.

Il serait à souhaiter que pour ces expériences pénibles (à supposer qu'elles soient nécessaires) on employât seulement des volontaires bien portants, à qui on accorderait en échange des permissions ou d'autres menus avantages.

Cynisme

Un monsieur entre dans une boulangerie de la place Saint-Ferdinand. Il achète cinq brioches et, séance tenante, les fait successivement manger à son chien, dont il a enlevé la muselière.

Comme c'est l'heure où les enfants sortent de l'école, quelques gosses se sont arrêtés et assistent bouche bée au goûter du chien.

— Ah ben ! fait un écolier de six ans en poussant le coude d'un de ses petits camarades.

— Qu'est-ce que tu as à dire ? demande le monsieur, tout de même un peu gêné.

— J'ai à dire, répond le gosse, que je voudrais bien être chien chez vous pendant la guerre.

Fait divers

Le journal *La Sarthe* fait le récit très dramatique d'un accident survenu à un prisonnier boche nommé Breamt.

Ce prisonnier était occupé à abattre des arbres, avec quelques camarades, dans le bois de Saint-Denis-d'Orques, lorsqu'il fut contusionné à la tête et aux reins par la chute inopinée d'une branche.

On le conduisit chez M. Gandon, maître d'hôtel à Saint-Denis-d'Orques. Le médecin-major de Loué, prévenu par téléphone, vint lui donner les premiers soins. Et, sans attendre le passage du tramway, on fit venir du Mans une voiture automobile pour le transporter du blessé.

La Sarthe se hâte d'ajouter que l'état de Breamt ne présente pas de gravité.

Le lecteur qui nous communique cette intéressante coupure a vu son fils, soldat français, agoniser pendant trois jours sur la paille, dans une grange, avant qu'on se décidât à le transporter en fourgon automobile jusqu'à l'hôpital où il mourut.

Une protestation indignée

Un de nos confrères enregistre la protestation indignée d'un lecteur qui lui signale ce fait scandaleux : le médecin-chef de l'hôpital de B... fait cirer ses chaussures avec l'huile de ricin destinée aux malades.

Ce fait étant porté à la connaissance du public, tous les malades voudront aller se faire soigner à l'hôpital de B... Le paradis des fonctionnaires

A Libreville (Gabon) les comptables du Trésor ne travaillent que trois heures par jour, de 8 à 11 heures du matin. Lorsqu'un colonial civil ou militaire se présente dans l'après-midi pour prendre un mandat-poste (bien qu'il y ait une administration des postes, les mandats ne sont délivrés que par le Trésor) on lui répond invariablement : « Repassez ce matin. »

Or, le trésorier-payeur du Gabon touche 60.000 francs par an ; et ses sous-ordres sont payés fort honnêtement.

Les Communiqués

FRONT FRANÇAIS

15 heures

En ARGONNE, à la FILLE-MORTE, nous avons fait sauter une mine qui a causé de gros dégâts dans la tranchée adverse.

Sur la rive droite de la MEUSE, une attaque des Allemands, dirigée sur une de nos tranchées du bois des CAURIERES, a été repoussée après un vif combat au cours duquel l'ennemi a subi des pertes sérieuses.

Nuit calme partout ailleurs.

23 heures

Actions d'artillerie en HAUTE-ALSACE, en WOEVRE et dans la région de VERDUN. Calme sur le reste du front.

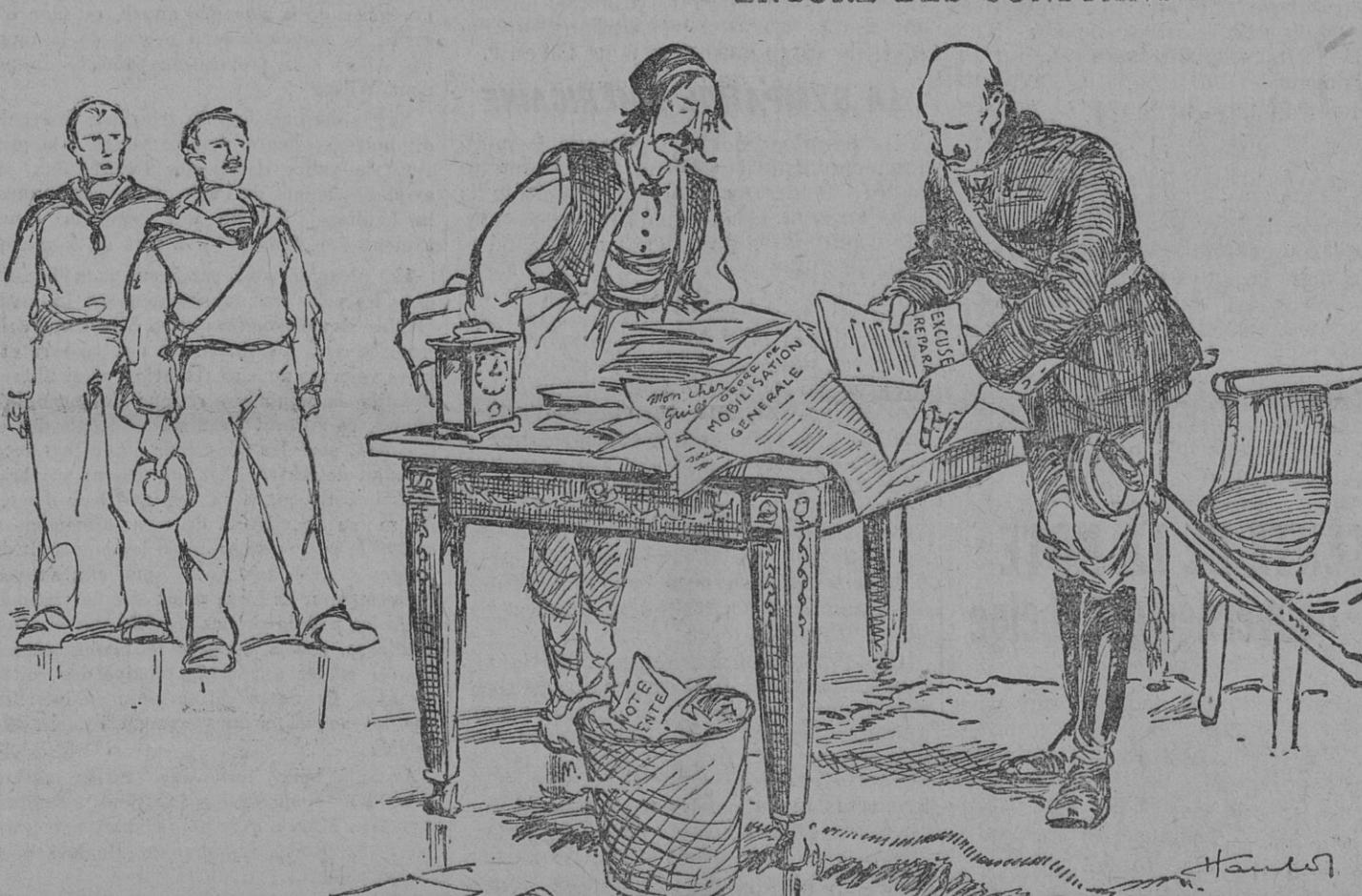
“L'ARMÉE DES CAMIONS”

par Georges Rozet

Nos lecteurs n'ont pas oublié les pittoresques notations de la vie d'automobiliste militaire parues ici, sous le titre : L'ARMÉE DES CAMIONS, et dues à la plume de notre collaborateur Georges Rozet. L'Œuvre vient de les réunir en une élégante plaquette, spirituellement illustrée par l'excellent dessinateur Hautot — un nom prédestiné dans l'affaire.

Cette brochure, qui paraîtra aujourd'hui, est en vente chez tous les libraires et dans tous les kiosques au prix de cinquante centimes. Par la poste : soixante centimes.

ENCORE DES CONSTANTINADES



La guerre sous-marine

PAR TOUS LES MOYENS

il faut

ATTAQUER L'ENNEMI

parcouru 70 milles en plongée, le sous-marin est obligé de revenir à la surface. Un barrage de toute la largeur de l'estranement sur 70 milles de profondeur doit avoir raison de lui.

C'est dans ces endroits qu'il faut réunir tous les moyens connus et dont la description a déjà été donnée par les journaux anglais et français : filets profonds, patrouilleurs, ballons, hydravions.

Dans la Manche, nos alliés ont surpris un assez grand nombre de sous-marins allemands au moyen de filets entraînés par des bateaux ; dans la mer du Nord, ils patrouillent incessamment et se décident enfin à armer tous leurs bateaux de commerce. Il est temps d'agir partout et de faire mieux, car tout ce qu'on a fait jusqu'ici est insuffisant, et le nombre des sous-marins allemands en service a quadruplé depuis le début de la guerre.

Nos côtes françaises, de la Gironde au Havre, sont depuis quelques mois infestées par les sous-marins ennemis. Tous les jours, de nombreuses unités de 50 à 400 tonnes disparaissent, ce qui raréfie le trafic entre l'Angleterre et la France et le trafic de port à port en encombrant d'autant nos voies ferrées déjà surchargées.

Nos petits navires manquent de canons, manquent de T. S. F. La surveillance en mer, sur les côtes est insuffisante, pour ne pas dire inexistante.

D'autres procédés ingénieux et audacieux sur lesquels je ne puis m'étendre existent pour faire la chasse au monstre partout où l'on soupçonne sa présence. On en trouvera encore de nouveaux si l'on fait appel à l'imagination et à l'énergie de nos marins.

N'hésitons pas. Plus de règlements qui arrêtent les initiatives, plus de traditions surannées ; revenons aux temps héroïques des corsaires, et attaquons !

Ce n'est pas parce que les époques sont différentes, parce que les moyens ne sont plus les mêmes, qu'on doit penser que nos héros d'autrefois ne pourraient pas accomplir aujourd'hui de grandes actions. S'ils étaient là, ils adapteraient leur génie à la guerre nouvelle !

Meunier-Surcouf,
Député des Côtes-du-Nord,
Membre de la commission
de la marine de guerre.

Il nous faut de l'acier de France

Dans son numéro d'hier, le *Temps* publiait en première page un article excellent montrant tout le danger que font courir à la défense nationale les grèves d'ouvriers des usines de guerre. Elles se généralisent un peu partout en ce moment, sous des prétextes qui varient suivant les cas. Le *Temps* proteste avec juste raison contre cette « agitation ». Il montre que si, en temps de paix, les grèves sont déjà ruineuses pour la nation, en temps de guerre « toute restriction de la production du pays affaiblit la défense nationale et fait le jeu de l'ennemi ». Nous applaudissons à ces déclarations d'un vigilant patriote. Nous le faisons d'autant plus volontiers que, depuis sa fondation, l'*Œuvre* n'a pas eu d'autre ligne de conduite. Mais pourquoi, après avoir publié cet excellent article en première page du même numéro un article où il met sur le compte de la crise des transports des charbons l'arrêt de certains hauts-fourneaux et de trop nombreux fours Martin ?

L'auteur de l'article en tire même argument pour demander qu'on ne crée pas de nouvelles installations métallurgiques, surtout dans l'Ouest, tant que les hauts-fourneaux existants n'auront pas un stock de charbon en réserve, tant que l'acier produit ne sera pas complètement évacué des parcs des usines, etc., etc..

C'est chose étonnante qu'il ne nous propose pas d'autres conditions... pour retarder et même empêcher la création des usines nouvelles nécessaires aux beaux métallurgiques de la guerre !

Mais la mystification a assez duré. Il nous faut de l'acier pour nos projectiles : qu'on crée donc les usines nécessaires pour le produire en France au lieu d'exporter, pour l'acheter, notre or en Amérique.

Cela gêne certains intérêts privés organisés en cartel de l'acier où le mathusalem est de règle ? Peut nous importe. Il faut produire tous les jours plus d'acier.

L'intérêt de la France avant tout.

U. N.

LA FIN DU PNEUMATIQUE

L'administration des postes avise le public que, pour des raisons d'économies de combustible, les pneumatiques seront désormais transportés dans Paris non plus par tubes pneumatiques, mais par des cyclistes. D'autre part, les départs de ces cartes pneumatiques (qui ne sont plus pneumatiques) pour la banlieue et inversement n'auront plus lieu que six fois par jour.

L'administration ajoute que ces modifications n'auront d'autre effet qu'un léger retard dans l'échange des correspondances. Nous voulons bien le croire, mais nous restons sceptiques.

D'ailleurs, cette bonne administration nous indique la manière de correspondre rapidement. C'est d'envoyer des dépêches taxées au mot.

Soit, mais ce sera singulièrement plus coûteux.

A la Chambre

ON VOTE L'AFFICHAGE du discours de M. Deschanel

La séance d'hier fut très courte. Discours de M. Deschanel, vivement applaudis, et fixation de l'ordre du jour. Ce fut tout.

Un public nombreux dans les tribunes. Beaucoup de députés en séance. Au banc du gouvernement, MM. Briand, Doumergue, Herriot, Malvy, René Bénard.

A 3 h. 15, M. Deschanel se lève. Il prononce le discours d'ouverture.

Ses premières paroles vont aux combattants :

A ceux qui se battent, à ceux qui offrent leur sang, à ceux dont la mort sublime ou les saintes blessures ont sauvé la France, j'adresse l'hommage de notre admiration, de notre reconnaissance et de notre piété ferventes. (Applaudissements).

Grâce à leur indomptable bravoure, 1916 a été l'année de Verdun. Et Verdun, avec la Marne, l'Yser, la Somme et nos autres victoires immortelles, restera le point culminant de l'histoire. C'est là, en effet, qu'une armée la plus puissante que le monde ait vue, mais qui représente la violation des traités, l'écrasement des petits peuples, le réveil dégradant de la barbarie et de l'esclavage, a été mise en échec par une autre armée qui, elle, défend la foi jurée, l'indépendance des nations et la liberté humaine. (Applaudissements).

Représentants de la France, proclamons devant les siècles que les armées de la République ont bien mérité, non seulement de la patrie, mais de l'humanité et de la justice ! (Applaudissements.)

Le rôle du Parlement

Puis M. Deschanel rappelle ce que fut le rôle du Parlement :

Aux heures les plus critiques, c'est vous qui avez établi les programmes d'armement et de munitions, et ensuite vous vous êtes efforcés de diminuer les retards, pour donner à nos armées ce qu'elles réclamaient avec impatience. Cela, le pays l'ignore...

A gauche. — On le lui laisse ignorer.

M. DESCHANEL. — Les travaux, les rapports de vos commissions, où tous les partis sont représentés, n'apparaltont que plus tard.

En attendant, il est des personnes qui vous reprochent de trop vous mêler des affaires diplomatiques et militaires ; seulement, si quelque chose ne réussit pas, comme c'est vous qui avez le contrôle, c'est vous qu'on essaiera de rendre responsables.

On voudrait que la guerre fut plus courte ; mais, quand vous proposez des mesures qui, en la rendant plus active, doivent l'abréger, on blâme vos initiatives.

Il suffit de rapprocher ces exigences contradictoires pour en sentir l'exagération. Le pays ne sait pas, ne peut pas savoir tout ce que vous savez : de là des malentendus que les bons citoyens et les esprits éclairés devraient prendre à tâche de dissiper. (Applaudissements.)

Il faut améliorer le travail parlementaire

Le président fait ensuite allusion à certains incidents qui se sont produits à la Chambre :

Et s'il arrive que, dans cet accord magnifique des consciences françaises qui, chez tous les peuples, émeut les coeurs, s'il arrive que, dans cet hymne sacré de l'âme nationale, une corde se brise, oh ! alors, aussitôt, on couvre du même scandale tous les élus de la France, comme s'ils étaient responsables de paroles qu'ils ne peuvent cependant pas arrêter avant qu'elles aient été prononcées, comme s'ils étaient solidaires d'actes que leur vote condamne !

Et bien ! pour l'honneur de la France, nous avons un premier devoir : c'est d'opposer résolument à ces confusions in-

justes, qui font le jeu de l'ennemi, toute notre raison et tout notre courage.

Et nous en avons un autre : c'est, puisque la guerre se prolonge — rien, nulle part, n'avait été prévu pour cela — d'y adapter nos méthodes et d'accélérer nos procédures, afin de ne dire que le nécessaire : le bon ordre et la discipline dans nos débats sont aussi une forme du patriottisme. Il n'est pas besoin, pour cela, de porter le trouble dans nos institutions : ce sera l'éternel honneur de notre pays d'avoir su faire face au plus grand bouleversement de tous les âges sans toucher aux lois.

Si de régime parlementaire a ses défauts — et qui les connaît mieux que nous ? — que sont-ils auprès des calamités d'une guerre déchaînée par l'ambition d'un autoritaire ?

La Belgique -- L'Alsace-Lorraine

Aux applaudissements unanimes de la Chambre, il conclut :

C'est ainsi que nous seconderons la vaillance de nos chers soldats et que nous remplierons notre programme — dont les deux premiers articles demeurent la livraison de la Belgique et la restitution de l'Alsace-Lorraine — le seul qui puisse compenser nos sacrifices, apaiser nos morts et assurer à nos enfants une paix durable, digne de la France et de la République.

A l'évocation de l'Alsace-Lorraine, la Chambre s'est levée et a acclamé les paroles de M. Deschanel.

Aux députés combattants

Aussitôt après ce discours, la Chambre en réclame l'affichage, qui est voté à l'unanimité, et M. Deschanel prononce une seconde allocution pour adresser les sympathies de la Chambre aux députés qui ont perdu des membres de leur famille à la guerre. Puis il ajoute :

Plus de cent députés ont été cités à l'ordre du jour, — l'un d'eux jusqu'à cinq fois décorés, blessés ou promus à des grades supérieurs ; ils estiment, j'en suis sûr, que la meilleure façon de les louer est de les confondre dans notre gratitude avec leurs compagnons d'armes.

Enfin, mes chers collègues, vous voudrez que nos populations envahies et les malheureux Français qui ont été emmenés en Allemagne ou asservis à son couvre de destruction entendent le cri de nos âmes révoltées !

La Chambre règle ensuite son ordre du jour.

Aujourd'hui, discussion de l'interpellation de M. Pasqual sur les logements des réfugiés, et de l'interpellation de M. Cosnier sur les permissions agricoles.

Au Sénat

Allocation du président

Le Sénat s'est réuni, hier, pour régler son ordre du jour et entendre l'allocution de son président réélu, M. Dubost. Voici cette allocution :

Mes chers Collègues,

Je remercie le Sénat de me renouveler sa confiance ! Chaque Français n'a plus qu'une fonction : défendre sa patrie, et c'est dans cet esprit que nous poursuivons ici nos travaux !

Ces travaux vous honorent ; ils témoignent de votre active collaboration à cette immense tâche nationale, et, au début de la nouvelle session, je peux proclamer que vous les continuerez dans une complète unicité de pensée sur les objets essentiels qu'elle doit réaliser !

Vous êtes unanimes à poursuivre la guerre jusqu'à ce que ceux qui l'ont déchaînée soient impuissants à la continuer ; jusqu'à la libération définitive de la France si souvent et si longtemps envahie ; jusqu'à ce que, dans une Europe affranchie, grands et petits soient délivrés du cauchemar prussien ; jusqu'à ce que, en un mot, la signature de la France et de ses alliés soit confirmée par la victoire !

Pour y parvenir, vous êtes unanimes aussi à vouloir, au nom du pays, que tous ses organismes d'administration et de combat soient portés à leur maximum de puis-

sance, et qu'ils soient dans ce but réformés et perfectionnés sans relâche. Le pays sait qu'il n'est pas au bout de ses épreuves, mais il voudrait être au bout des erreurs évitables !

Enfin, vous serez unanimes à maintenir à améliorer l'accord entre la souveraineté nécessaire de votre contrôle et la rapidité également nécessaire des initiatives gouvernementales. C'est dans cet esprit de confiance mutuelle que vous résoudrez toutes les difficultés de cette nature !

C'est donc sous une nouvelle invocation de l'union sacrée, mais interprétée comme un concours spontané de toutes nos activités plus encore que comme une formule sentimentale, que je place vos travaux pendant la grave et peut-être décisive année qui commence ! Messieurs, que l'union, l'énergie et la confiance y soient constamment à l'ordre du jour, pour la plus grande gloire de la patrie et de la République !

En votre nom, j'adresse à nos héroïques soldats et marins et à leurs chefs nos vœux ardents, notre profonde admiration et reconnaissance.

J'adresse aussi à notre bureau d'âge mes remerciements cordiaux pour le concours qu'il a bien voulu nous prêter.

Séance cet après-midi pour discuter les deux lois relatives, l'une aux déserteurs et insoumis, l'autre aux retrats de naturalisation. On a décidé aussi de reprendre jeudi prochain l'impôt sur le revenu, que suivra l'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur le blocus.

Le cinéma éducateur

Encore une petite histoire qui montre le rôle bienfaisant de certaines exhibitions cinématographiques.

Le 1^{er} décembre 1916, M. Cognacq, directeur des magasins de la Samaritaine, remettait au commissaire de police une lettre et une carte pneumatique, la première déposée à la caisse n° 1 de ses magasins, la seconde expédiée par la poste.

La lettre menaçait M. Cognacq de faire flamber son magasin si, avant la fin du mois, il ne faisait pas porter par une personne à son service une somme de 1.000 francs à l'angle des rues Lafayette et Laffitte. Elle parlait aussi de « certaine affaire de pèlerines de cavalerie que M. Cognacq aurait tout intérêt à ne pas laisser circuler ».

La carte pneumatique, envoyée faute de réponse de M. Cognacq, était plus comminatoire et plus menaçante encore. Toutes deux étaient signées « les Treize ». Cette fois, d'accord avec le commissaire, M. Cognacq envoya une de ses ouvrières au nouveau rendez-vous et le signataire fut pincé.

C'est un tout jeune ouvrier de 19 ans, nommé Decussy. Et son explication est bien simple. Détestant le travail et passant tous ses après-midi au cinéma, il y trouva l'idée de ce procédé si simple pour se procurer de l'argent.

Il avoua d'ailleurs avoir écrit de même aux directeurs du Louvre, du Printemps, des Galeries Lafayette, et à divers particuliers : Mmes Sorel, Regina, Badet, Jeanne Maruac, etc. Simple détail : aux magasins, il demandait 1.000 francs ; aux particuliers, 500. C'est ainsi que, pour 25 louis, il offrait à Mme Sorel la lettre par laquelle une rivale le chargeait de la défigurer par aspersion de vitriol. — « Les Treize » rivaient avec les vampires !

D'aucuns candides aveux valaient une récompense. Decussy n'est condamné qu'à quatre mois de prison. A sa famille, qui est parfaitement honorable, de lui insuffler le goût d'une autre littérature.

Condamnation à mort

Devant le premier conseil de guerre comparaisait hier un zouave accusé de voies de fait envers un supérieur et de rébellion, et un employé des postes accusé de violence à agents.

La scène s'était passée gare de Lyon. Prenant parti pour un individu qu'emmenaient les agents, le zouave Semet et l'employé Vanot avaient suscité une véritable bagarre ; Vanot l'ordonna aux doigts d'un agent, et Semet, qu'on avait pu malfriser, forçant le bureau du lieutenant commandant la gare et par violences lui reprenant son livret militaire.

avec autant de valeur que de constance ; cependant elle est forcée de plier. Moëz domine une partie des hauteurs, mais la nuit vient suspendre une entreprise à demi couronnée. Il revient dans son camp ; mais qui peindrait son étonnement et sa douleur ?

Les gardiens de ses tentes sont immolés, les tentes sont pillées ! Une horrible terreur s'empare de son âme, un sinistre pressentiment glace son sang dans ses veines. Qu'est devenue Zoraïde ?...

Il l'appelle en vain ; Zoraïde ne lui répond point. Il ne voit qu'un vieil esclave couvert de blessures, qui se traîne auprès de lui et lui dit :

— O mon seigneur et mon maître ! celle que tu cherches est tombée entre les mains de tes ennemis ! Tandis que tu étais occupé à l'attaque des montagnes, ils sont venus fondre sur tous, ils ont immolé ou emmené prisonniers tes fidèles soldats, trop peu nombreux pour défendre ton camp ! Ils ont enlevé la belle Zoraïde et les jeunes esclaves destinées à la servir. O mon maître ! j'aurais préféré la mort à la douleur de t'annoncer une nouvelle qui doit déchirer ton cœur.

— Quoi ! s'écrie Moëz, avec une fureur inexprimable, Zoraïde entre leurs mains, et je ne pourrais l'en arracher ! Tout ce que j'ai de plus cher, Zoraïde, mon amante, mon épouse, est au pouvoir d'Ali-Mohamed, et j'existe encore ! Que n'ai-je plutôt perdu tous mes Etats ! Je pourrais recouvrir mon trône ; mais

Si bien que, malgré ses trois blessures glorieusement reçues au front, malgré la modération du réquisitoire du lieutenant Cresson, malgré l'émouvante éloquence de Mme Germaine Picard, le conseil prononce la peine de mort.

A ces mots, dans la salle, c'est un cri déchirant : « Mon mari est mort au front, et ils veulent tuer mon père. » Et une jeune femme tombe en proie à une épouvantable crise de nerfs.

Alors, dans l'émotion profonde de la salle, bientôt une nouvelle est affirmée. A la prière de Mme Picard, le conseil venait de signer un recours en grâce.

Quant à Vanot, M. Bœcquet obtient pour lui deux mois de prison.

La Seine monte...

Il y a eu toute la journée sur les bords de la Seine pour regarder l'eau, et pour contempler le spectacle des remorqueurs luttant contre le courant qui monte.

Le spectacle était impressionnant et inquiétant aussi. Les arches extrêmes des ponts sont obstrués, le Vert-Galant disparaît sous le flot jaunâtre, et rien ne laisse prévoir que celle hausse doive cesser.

En effet, tous les spécialistes de la question affirmaient hier que le temps sec et l'absence de pluie permettaient d'espérer le prompt retour à un état normal du fleuve. Mais il a quelque peu neigé dans l'après-midi et la soirée d'hier à Paris, et le ciel s'annonça nuageux et chargé d'averses, de sorte qu'il est malaisé d'être obstinément optimiste.

Sachons seulement qu'il n'y a « danger sérieux » que lorsqu'un cote 6 mètres au pont de la Tournelle et que, pour l'instant, l'élévation n'est que de 4 m. 55. En 1910, elle a atteint 8 m. 40 au même endroit.

En Alsace-Lorraine

Notre confrère *l'Alsacien-Lorrain de Paris* (1, rue de Médicis, Paris, VI^e), qui publie déjà régulièrement chaque semaine les déchéances de nationalité, les condamnations pour désertion ou crimes de l'escadrille prononcées par les autorités militaires allemandes contre les Alsaciens-Lorrains, commence cette semaine la publication de la liste des biens et propriétés confisqués ou mis sous séquestre de l'autre côté des Vosges et appartenant aux Français ou aux Alsaciens-Lorrains résidant en France. Cette publication intéressera vivement tous ceux de nos lecteurs qui ont des intérêts en Alsace-Lorraine.

RÉPONSES

Gé. S. P. — Ecrire au directeur de l'enseignement secondaire au ministère de l'Instruction publique.

Lecteur assidu. — Impossible de répondre à ce nom adopté par plusieurs correspondants, ce qui prête à confusion.

Fidèle lecteur. — Même observation.

Mère sergeant 1902. — La mère d'un soldat tué à l'ennemi n'a pas droit à pension, mais à un secours unique de 150 francs si elle est nécessitueuse. Une loi projetée accordera sans doute une pension.

66 chasseurs à pied. — 1^{er} Non, si la loi prochaine n'est décidée autrement. 2^o Non.

E. A. 3.31. — Tout mobilisé, quelles que soient sa situation et sa solde, peut en droit, si non en conscience, invoquer le moratorium.

E. G. — Les réfugiés ont droit à une allocation.

Rouen. — 1^o Evidemment oui. 2^o La poursuite dépend du propriétaire. Accordez-vous. 3^o Vous risquez une saisie et l'expulsion ; mais ces mesures sont difficilement ordonnées.

Flo, Neuilly. — Votre propriétaire est dans son droit ; mais le juge de paix peut vous autoriser.

G. D. 168. — 1^o Si vous êtes toujours mobilisé, le bail continuera, sinon votre congé sera valable. 2^o Le loyer restera à 1.000 francs.

A. P. 58. — Oui, mais il n'y a qu'à demander un délai si leur mobilisation les relient loin de chez eux.

G. D. 168. — 1^o Si vous êtes toujours mobilisé, le bail continuera, sinon votre congé sera valable. 2^o La thèse avait été admise et pratiquée, nous ne verrions pas aujourd'hui notre malheureuse infanterie si dépourvue. Et nous ne verrions plus ce spectacle abrégé : d'anciens sous-préfets, du service armé, qui sont cyclistes dans des dépôts ; des magistrats, qui sont plantons ; ou de grands financiers, n'appartenant nullement à l'auxiliaire, qui conduisent, comme au temps des mobilisations, des officiers d'état-major d'aviation ! Quel gaspillage d'intelligences ! Croyez-vous qu'en soumettant tous ces hommes à une pression morale appropriée, on n'aurait pas pu l'éviter ?

L'ŒUVRE militaire

L'Infanterie et ses cadres

Dépêches de la nuit

LES DÉMARCHE POUR LA PAIX

La réponse du Pape

Milan, 11 janvier. — Les journaux disent que la réponse du Pape à l'Allemagne et à l'Autriche aurait déjà été envoyée dans le sens que a été indiqué l'autre jour par le *Messaggero*. Quant à la note américaine, le Vatican ne fera aucune réponse par la voie diplomatique. Il se bornera à faire savoir au président Wilson sa satisfaction pour sa démarche en faveur de la paix.

Constantin aussi veut la paix

New-York, 11 janvier. — Le *New-York Herald* annonce que le roi Constantin de Grèce a envoyé une lettre personnelle au président Wilson déclarant approuver chaleureusement son plaidoyer en faveur de la paix.

L'EMPRUNT DE GUERRE BRITANNIQUE

Discours de Lloyd George AU GUILDHALL

Londres, 11 janvier. — Une grande réunion a eu lieu cet après-midi au Guild Hall pour appuyer l'émission du nouvel emprunt de guerre.

MM. Bonar Law, Lloyd George et Mac Kenzie y ont pris la parole.

Faisant allusion aux démarches de l'Allemagne en faveur de la paix, le premier ministre a dit :

Nous désirons tous la paix, mais ce doit être une paix réelle. Les Alliés sont d'avis que la guerre est préférable à la domination prussienne sur l'Europe. Voilà ce que les Alliés ont fait clairement comprendre dans leur réponse à l'Allemagne et plus clairement encore dans leur réponse aux Etats-Unis.

Il dit ensuite que, dans la conférence qui vient d'être tenue à Rome, les Alliés ne se sont fait aucune illusion quant à l'ampleur de leur tâche, mais ils n'ont pas mis en doute, non plus, ce qui doit en résulter.

Les Alliés, dit-il, pensent que, si la victoire est difficile à obtenir, la défaite est maintenant impossible. Une résolution inflexible les a amenés pendant cette conférence. Ils ont compris qu'à tout prix ils devaient atteindre le but qu'ils avaient en vue quand ils ont accepté le défi de la caste du militarisme prussien, c'est-à-dire, débarrasser le monde à tout jamais des menaces de cette caste et sauver l'Europe d'un despotisme inqualifiable.

M. Lloyd George affirme éloquemment que le succès de l'emprunt abrègera la guerre. Il dit en terminant :

Aidez-nous à équiper la Russie et la Roumanie et le cours des événements changera bientôt. Après la guerre, le monde pourra reprendre ses affaires en paix. Avant de reconstruire l'édifice de la paix, il faut lui donner des bases solides. Jusqu'à présent, ses fondations ont reposé sur le sable mouvant de la mauvaise foi prussienne.

Lorsque le temps de rebâtir reviendra, nous batirons sur le roc de l'équité.

La meilleure garantie de la paix dans l'avenir sera l'alliance des nations pour punir le premier qui troublera la paix.

Ce discours a été chaleureusement applaudie par les assistants.

Un complot allemand aux Etats-Unis

Le verdict de San-Francisco

San-Francisco, 11 janvier. — Le jury de la cour fédérale a rendu un verdict de culpabilité contre Frantz Bopp, consul général d'Allemagne, von Schaeck, vice-consul, le lieutenant von Brinsken, Crowley et Margaret Cornell, accusés de complots ayant pour but de faire sauter des usines de munitions en Amérique et au Canada, et la destruction de vapeurs de munitions alliées ainsi que des voies ferrées et des ponts de chemins de fer.

Les représentants de Venizelos

Salonique, 10 janvier. — M. Athos Rionos, qui fut longtemps ministre de Grèce à Paris et qui donna sa démission à la suite des événements du 1^{er} décembre à Athènes, est nommé représentant du gouvernement national en France.

Londres, 11 janvier. — Le *Morning Post* apprend de Rome que M. Alexandres, ministre de l'éducation dans le premier cabinet Venizelos, a été envoyé à Rome par M. Venizelos, comme représentant, non officiel, pour rendre les relations italo-grecques plus cordiales.

M. Alexandres, qui était présent à Rome, lors de la conférence des Alliés, a eu une entrevue avec M. Lloyd George.

Mort de Schwarzkoppen

Zurich, 11 janvier. — Une dépêche de Berlin annonce que le général Schwarzkoppen, qui fut attaché militaire de l'Allemagne à Paris et dont le nom fut si souvent cité lors de l'affaire Dreyfus, est mort mercredi soir, à l'âge de 67 ans.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Bateaux coulés

Madrid, 11 janvier. — Le journal *El País* publie une dépêche de Barcelone exprimant la crainte que le vapeur *Pelayo* n'ait été torpilleé.

Londres, 11 janvier. — Le *Lloyd* annonce que le vapeur anglais *Hudicorth* a été coulé.

LA KULTUR EN BELGIQUE

Protestations des Neutres

La Haye, 11 janvier. — Le gouvernement hollandais a reçu la réponse de l'Allemagne à ses représentations au sujet des déportations des Belges. Il communiquera cette réponse à la seconde Chambre des Etats-Généraux.

New-York, 11 janvier. — Les villes de Boston, Philadelphie et Baltimore, suivant l'exemple de New-York, organisent des meetings de protestation contre les déportations des Belges en Allemagne. Ces meetings auront lieu dans toutes les parties du pays.

Les déportations continuent

Le Havre, 10 janvier. — Suivant les Nouvelles de Maastricht, du 10 janvier, on évalue de 20 à 25.000 le nombre des déportations qui sont passés dans la journée, venant du Luxembourg et qui ont été dirigés sur l'Allemagne par la ligne de l'Ourthe.

Les déportés chantaient la *Brabançonne* et la *Marseillaise* et criaient : « A bas l'Allemagne ! A bas le kaiser ! A bas les bourreaux ! »

L'attitude des cheminots

Le Havre, 11 janvier. — D'après le dernier numéro de la *Libre Belgique*, cent maîtrises des chemins de fer belges ont été appelées à Schaerbeek, faubourg nord de Bruxelles, pour signer un engagement de deuil.

L'autorité allemande leur a promis, en cas d'acceptation, un certain salaire, et en cas de refus, les a menacés de torturer leurs familles.

Les cheminots ont courageusement refusé.

Les exécutions de Hasselt

Le Havre, 11 janvier. — On apprend de source sûre que les Allemands ont repoussé, le 15 décembre, tous les recours de grâce formulés par les condamnés de Hasselt, alors que, le 12, l'Allemagne proposait la paix. Détail navrant : Une Campinoise, mère de deux jeunes enfants, sollicita du directeur allemand de la prison de Hasselt l'autorisation de voir son mari détenu ; elle ne l'obtint pas, mais fut priée de repasser. Le lendemain matin, elle se présentait à nouveau et on lui remit les vêtements encore chauds de son mari, qui venait d'être fusillé.

LES TROUPES BRITANNIQUES enlèvent une tranchée sur un front de 1.200 mètres

Communiqué britannique (20 heures 55). — Nous avons de nouveau exécuté avec d'excellents résultats la nuit dernière un certain nombre d'opérations secondaires.

— Au sud de l'Ancre, des détachements ont pénétré sur deux points dans les tranchées allemandes de la région de Grandcourt et y ont enlevé des prisonniers.

— L'attaque de la matinée, une opération locale de plus grande envergure a eu un petit succès au nord-est de Beaumont-Hamel. Une tranchée dans laquelle nous avons pu nous consolider a été enlevée sur un front de 1.200 mètres. Une contre-attaque déclenchée cet après-midi a été prise en terrain découvert sous le feu de notre artillerie et dispersée avec des pertes. Cent soixante-treize prisonniers, dont quatre officiers, sont restés entre nos mains au cours de ces opérations.

Nous avons également pénétré dans les lignes allemandes la nuit dernière à l'est d'Armenières et au nord-est d'Ypres et infligé de fortes pertes à l'ennemi. L'artillerie s'est montrée particulièrement active dans le secteur nord de Bouchavesnes et dans les régions de Le Sars, Beaumont et Fonquevillers.

CH. HEUDEBERT

PRODUITS ALIMENTAIRES et de RÉGIME

EN VENTE : Maisons d'Alimentation. Envoi BROCHURES sur demande : Usines de NANTERRE (Seine).

ENFLURES DES CHEVILLES

Le 28 avril 1910, M. E. Courtois, 10, rue Sainte-Anne, à Saint-Quentin, nous disait : « A la suite d'un effort, il y a 5 ans, j'avais commencé à souffrir du mal de dos. Peu à peu ces douleurs avaient augmenté et j'en étais arrivé à ne plus pouvoir ni me redresser. Mon état général devenait de plus en plus grave, j'avais des enflures aux jambes et j'éprouvais une difficulté extrême à faire le moindre travail. Le traitement par les pilules Foster m'a fait un bien énorme, et en continuant leur emploi, mes reins se sont assouplis, et tous les malaises que m'occasionnaient ces douleurs ont peu à peu disparu. »

4 ans après, le 27 mars 1914, M. Courtois ajoute : « C'est grâce aux pilules Foster que je ne souffre plus des reins. Je suis toujours heureux de les faire connaître. »

Les pilules Foster rendent aux reins la force de rejeter régulièrement tous les poisons et liquides en excès qui causent ces enflures.

A toutes les périodes de la maladie des reins, elles font bénéficier les malades de leurs vertus puissantes comme régénérateur, stimulant des reins. Elles dissipent les enflures, raniment et rééquilibrent les reins, soulagent le travail du cœur. Prises à temps, elles préviennent : le diabète, le mal de Bright (albunimurie chronique), l'urémie. Mais ces maladies, une fois déclarées, doivent être soignées par un docteur qui peut, seul, combattre les dangers incessants et procurer quelque soulagement.

Les pilules Foster sont en vente dans toutes les pharmacies ou franco contre mandat (3 fr. 50 la boîte, six boîtes pour 19 fr.). M. Biac, pharmacien, 25, rue Saint-Ferdinand, Paris (17^e). Réfuser comme contrefaçon toute boîte vendue sous le nom de pilules rénales.

L'OFFENSIVE RUSSE A L'OUEST DE RIGA

NOUVEAUX SUCCÈS au sud du lac de Babit

Communiqué russe. — Dans la région au sud du lac de Babit, la lutte continue. Dans la journée du 10 janvier, nous nous sommes emparés, à l'est de Kalnincen, d'un village que l'ennemi défendait avec une grande quantité de mitrailleuses. Deux contre-attaques ennemis ont été repoussées à 6 versées à l'est de Kalnincen ; 3 attaques ennemis ont échoué avec de grosses pertes. Au nord-ouest d'Uxkul, les Allemands ont déclenché une offensive ; mais ils ont été dispersés par notre feu.

La première ligne de défense enfonce

Petrograd, 11 janvier. — Des renseignements complémentaires confirment que les Russes ont enfonce la première ligne de la défense allemande au nord de Mitaï, à 6 versées de la ville.

Son armement comprenait quatre canons de 305, douze de 152, dix de 76, deux de 47 et quatre tubes sous-marins.

Il pouvait réaliser une vitesse de 19 nœuds.

Son effectif complet était d'environ 750 hommes.

LE CUIRASSÉ ANGLAIS

“Cornwallis” coulé par un sous-marin

Londres, 11 janvier. — Un communiqué de l'Amirauté annonce que le cuirassé anglais *Cornwallis*, capitaine Davidson, a été coulé par un sous-marin ennemi, le 9 janvier, dans la Méditerranée.

Le capitaine et l'équipage ont été sauvés. On compte treize marins.

Son armement comprenait quatre canons de 305, douze de 152, dix de 76, deux de 47 et quatre tubes sous-marins.

Il pouvait réaliser une vitesse de 19 nœuds.

Son effectif complet était d'environ 750 hommes.

LE “BEA-MY-CHREE” a été coulé à Castellorizo

Londres, 11 janvier. — Un communiqué de l'Amirauté annonce que le transport hydro-aéronautes anglais *Bea-My-Chree* a été coulé par le feu de l'artillerie ennemie dans le port de Castellorizo (Asie-Mineure).

Un officier et quatre hommes ont été blessés.

Paquebot contre sous-marin

Le submersible aurait été atteint

Un paquebot qui a quitté Bordeaux fin décembre a été attaqué par un sous-marin avec lequel il a engagé un combat. Le commandant avait aperçu la silhouette du sous-marin dans une éclaircie et prit immédiatement les mesures que cette rencontre nécessitait ; il obliqua en hâte sur bâbord, de manière à ne présenter que son arrière au sous-marin qui le poursuivait et fit forcer les machines à toute vitesse en même temps qu'il prévenait par la sirène tous les passagers de mettre leurs ceintures.

Une torpille passa à 50 mètres de l'arrière par tribord ; son sillage fut reconnu, et aussitôt les canonniers tirèrent ; le premier coup fut trop long, mais le second parut toucher le kiosque du sous-marin, qui disparut immédiatement.

Les circonstances ne permettaient pas au commandant de ramener son navire sur le lieu de l'action pour constater s'il s'y trouvait de l'huile ou des débris, ce qui aurait témoigné du succès remporté sur le submersible ennemi, que l'on croit coulé.

COMMUNIQUÉ ITALIEN

Commandement suprême. — Sur le front du Trentin, des neiges abondantes et un brouillard épais ont entravé l'action de l'artillerie.

L'attaque de la position ennemie a commencé le 9 janvier à neuf heures du matin. La lutte a duré jusqu'à cinq heures du soir où la position a été enlevée d'assaut.

Des renforts ennemis ont été découverts avançant de Shalak, à 26 kilomètres à l'est de Rafa. Ils sont entrés en action à environ six kilomètres de Rafa et ont été complètement battus.

Les détails de l'affaire ne sont pas encore parvenus, mais jusqu'ici nous avons pris 1.600 prisonniers non blessés, quatre pièces de montagne.

Le nombre des tués et blessés ennemis restés entre nos mains s'élève à 600.

Communiqué belge

Nuit et journée relativement calmes.

ALIMENTATION des ENFANTS et des CONVALESCENTS

FARINE LACTÉE - CACAO A L'AVOINE

Crèmes et Flocons : orge, riz, avoine Farine de Banane.

ENVOI BROCHURES sur demande : Usines de NANTERRE (Seine).

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—